

| | | | |
|--|---|---|-------------------------|
| National 3 | Monde du travail 4 | Féminin - Masculin 10 | International 13 |
| Session extraordinaire, <i>business as usual</i> | Un patronat conscient de ses intérêts | Confinement sans fin des travailleurs-euses du sexe | Cuba lutte |

PAS DE RETOUR À L'ANORMALITÉ

Édito

« Relancer la consommation », vraiment ?

Pour contrer la récession qui s'annonce, la plupart des gouvernements prônent une « politique de l'offre » : des milliards sont versés aux entreprises – le plus souvent sans conditions – tout en préparant des politiques d'austérité. Face à ces offensives

des classes dirigeantes, il faut investir dans les services publics essentiels, réquisitionner les secteurs clés de l'économie, et protéger classes populaires et salarié-e-s. Pour réduire les inégalités et ne pas faire payer la crise à la majorité de la population, dont

les plus précaires qui sont en première ligne, nous devons taxer massivement les grandes fortunes et les profits du capital.

Mais la gravité de la crise écologique actuelle nous oblige à inventer des réponses nouvelles. Car pour rester sous la barre fatidique des 1,5° C de réchauffement, les émissions de CO₂ mondiales doivent baisser chaque année de 7,6 %. Or, en 2020, même avec un trafic aérien, automobile, maritime et une production industrielle massivement ralentis, la baisse des émissions



National

SESSION EXTRAORDINAIRE, BUSINESS AS USUAL

Depuis le début de la pandémie, Ensemble à gauche Genève a présenté une série de revendications à court, moyen et long terme pour faire face à la crise sanitaire et à la crise économique qui l'accompagne, tant au niveau cantonal que national.

Gros plan, interview de la présidente du Conseil national, mise en scène des systèmes de sécurité pris pour les parlementaires, bâtiment imposant, pupitres (pas moins de trois) et distanciation sociale, tout y était pour laisser entendre à la population que les quelque 3,5 millions de francs investis pour cette session extraordinaire allaient effectivement accoucher de mesures extraordinaires. Mais force est de constater que le Conseil national, dans son écrasante majorité, a choisi le *business as usual*.

Il ne s'est rien passé ou presque

Les Chambres ont voté une série de mesures exceptionnelles, chiffrées à plusieurs dizaines de milliards mis à la disposition des entreprises

par l'État pour assurer leurs profits, sans qu'aucune garantie sanitaire, écologique et sociale ne soit exigée, notamment en termes d'interdiction des licenciements ou de versement des dividendes.

En même temps, les mesures en faveur de la majorité de la population, classes populaires, personnes précaires, salarié·e·s, chômeurs·euses ou personnes en RHT, ont été cantonnées à des rallonges en faveur de mécanismes préexistants, assurance chômage ou perte de gain (APG), rendues nécessaires par l'augmentation du nombre de personnes prises en charge par ces dispositifs. Aucune disposition exceptionnelle pour cette majorité de la population, dont une partie n'a même pas eu accès à des prestations ordinaires du fait de l'absence d'un statut légal.

Durant la session, EàG a réclamé des mesures sociales d'urgence en déposant trois amendements demandant la garantie des revenus à 100 % pour les personnes au chômage ou en réduction d'horaire de travail (RHT), l'élargissement des Allocations pour perte de gain (APG) aux personnes sans-papiers et aux petit·e·s indépendant·e·s précaires, ainsi qu'une augmentation des aides d'urgence en faveur des acteurs et actrices culturelles. Ces propositions ont été rejetées par le Conseil national.

Un même sort a été réservé à une série d'amendements déposés par le PS et les Vert·e·s et que nous soutenions, sur le gros dossier des conditions-cadres des crédits dans le secteur aérien. Les garanties climatiques liées au cautionnement, l'engagement des

compagnies aériennes à réduire les vols internes, l'interdiction de tout licenciement ou encore le conditionnement des prêts à l'introduction d'un salaire minimum... tous ces amendements de la gauche ont été balayés par une droite déterminée à signer un chèque en blanc aux compagnies aériennes.

Sans parler de l'aide à la petite enfance réduite de 100 millions (soit un douzième de la somme demandée pour Swiss) à 65 millions de francs.

La lutte continue

À l'issue de la session, Ensemble à gauche a déposé plusieurs interpellations et motions réclamant notamment un prélèvement de solidarité sur les grosses fortunes, des mesures de réquisition d'urgence – en particulier dans le secteur hospitalier privé – une augmentation et un élargissement des aides publiques en faveur des personnes précarisées par la crise ou encore la régularisation collective des sans-papiers.

La crise actuelle est l'occasion de mettre en cause la logique productiviste/consumériste du capitalisme (chaînes de production mondialisées, agrobusiness, élevages industriels en batterie, obsolescence programmée des biens de consommation durables, destruction de la biodiversité, etc.), de même que les politiques néolibérales (réduction notamment du financement de la santé publique); elle doit aussi permettre d'approfondir la réflexion sur les impasses d'une vie vouée au travail salarié sans maîtrise de sa finalité.

Notre réponse de classe à la dépression économique du capitalisme, déclenchée et brutalement aggravée par Covid-19 (même si elle se préparait avant la pandémie), passe par l'augmentation des investissements publics sociaux et écologiques, par le maintien des salaires directs, indirects et sociaux. La défense du bien commun contre le profit privé demeure notre fil à plomb. Nous allons continuer à faire avancer nos objectifs écosocialistes et féministes et notamment la réduction massive du temps de travail et la gratuité des biens et services fondamentaux. Des revendications qui, aujourd'hui plus que jamais, font écho aux besoins réels de l'écrasante majorité de la population laborieuse.

Stéphanie Prezioso

L'ARMÉE SUISSE PARVIENDRA-T-ELLE À VAINCRE LE COVID-19?

Quelque 8000 soldats ont été mobilisés, pour jouer les auxiliaires du personnel hospitalier civil. Mais comme l'explique l'un d'eux : « *Alors que les cas de Covid-19 augmentaient, nous sommes allés tirer avec nos armes, nous avons eu une instruction sur la garde armée, sur l'utilisation du gaz poivre et de la tenue pour faire face à une attaque nucléaire* » (RTS info, 27 mars).

Plus affligeant encore pour cette armée qui nous coûte des milliards et s'apprête à acheter de nouveaux avions de combat : « *Ni masques, ni désinfectants ne sont fournis* » souligne un soldat (ibid.).

Le système de santé a tenu bon, au prix d'efforts extraordinaires du personnel médical. Certains hôpitaux avaient concentré leurs forces sur les soins intensifs, mettant au chômage les autres services, remplacés partiellement par des militaires : « *les hôpitaux mettent du personnel au chômage partiel ou sur la touche pour profiter de militaires gratuits qui n'ont pas le quart de leur expérience* » (RTS Info, 16 avril). Bref, ces soldats sont comme des éléphants dans un magasin de porcelaine cherchant à aider la vendeuse.

Quand on aime, on ne compte pas (surtout avec l'argent du contribuable). Mobiliser en moyenne 5000 soldats pendant deux mois, ajouter 4000 travailleurs hospitaliers au chômage partiel, cela nous donnera environ 100 millions à couvrir.

À côté de chez moi se trouve un EMS où deux soldats « montent la garde », assis sur une chaise ! Je leur ai demandé ce qu'ils faisaient là. « *On note les noms des infirmiers qui rentrent, et parfois on nettoie l'ascenseur* ». À chacun sa manière de lutter contre le coronavirus.

Daniel Künzi

UN PATRONAT CONSCIENT DE SES INTÉRÊTS

La crise sanitaire révèle les rapports de force habituellement dissimulés par le fonctionnement « normal » de l'économie. C'est l'occasion de nous interroger sur le rôle des associations patronales, qui veillent à ce que la société fonctionne au service du capital.

Cette année, la faïtière patronale Economiesuisse avait prévu de célébrer en grande pompe son 150^e anniversaire ; un ouvrage historique, des expositions et des soirées étaient au programme. Le coronavirus a eu raison de ces mondanités, empêchant de célébrer la continuité d'une organisation fondée en 1870 pour défendre les intérêts des industriels et des commerçants. La pandémie n'a cependant pas stoppé le lobbying de l'association. Faute de cocktails et de célébrations publiques, l'association s'est concentrée sur son cœur de métier : influencer la politique en coulisses. Comme le notait l'un de ses secrétaires en 1963 : « *Notre influence à Berne est plus forte lorsque nous restons dans l'ombre et que l'on ne parle pas trop de nous.* »

Pas d'économie sans société

Si Economiesuisse veut se faire entendre, c'est parce que l'action de l'État conditionne toute activité économique. Il en va ainsi des services publics, dont l'actualité a brutalement rappelé l'import-

tance. Qu'on pense aux hôpitaux qui nous maintiennent en vie ou aux écoles qui forment les futurs salariés et permettent aux parents d'aller travailler. Idem d'autres activités que l'on prend aujourd'hui comme allant de soi, comme la police et les tribunaux qui garantissent la propriété privée et les règles qui encadrent le travail salarié.

Qu'un virus perturbe le fonctionnement habituel de nos sociétés et des commerçants refusent de payer leur loyer, des patrons redécouvrent les avantages de l'État social en faisant appel au chômage partiel et les fanatiques du marché en appellent soudain aux aides publiques.

Instrumentaliser l'État au service des profits privés

Orienter l'action de l'État au service de leurs intérêts demeure le but essentiel d'Economiesuisse et consorts, en suivant le vieil adage qui veut qu'en régime capitaliste, on socialise les pertes et on privatise les profits. Sans les aides de l'État, l'industrie horlo-

gère suisse aurait été rayée de la carte pendant l'entre-deux-guerres et l'UBS aurait disparu en 2008. Sans l'armée pour réprimer les grèves au début du 20^e siècle et protéger les patrons, les législations sur le travail auraient été plus favorables aux salariés. Alors que les milieux patronaux n'ont cessé d'en appeler au retour à une activité économique « normale », il importe de dénoncer les contingences et les injustices qui sous-tendent cette normalité.

Il n'y a aucune fatalité à ce que la démocratie s'arrête aux portes des usines ou à ce que la santé et le logement soient considérés comme des business. L'incapacité des syndicats à stopper le travail sur les chantiers pendant ces derniers mois a montré que les règles du jeu économique font l'objet de bras de fer sociaux, où c'est la force des uns et des autres qui détermine la solution qui s'impose. Economiesuisse et consorts le savent et veillent à leurs intérêts. Les salariés feraient bien de s'en rappeler.

Pierre Eichenberger



« Journée de l'économie » 2019.

PAS DE RÉPRESSION SUPPLÉMENTAIRE SOUS COUVERT D'URGENCE SANITAIRE

Des militant-e-s de l'appel du 4 mai, qui demande une reprise économique humaniste, écologique et locale, ont été arrêté-e-s par la police. Les personnes soutenant l'appel sont invitées à tracer à la craie des carrés de 4m² par terre.

Le 4 mai à midi, alors que ces actions #4m² se déroulaient dans le respect des distances physiques réglementaires, la police les a stoppées. Le 6 mai, la police a à nouveau interrompu l'action et deux militant-e-s (sur les 5 présent-e-s) ont été menotté-e-s puis emmené-e-s au poste.

Nous dénonçons une force déployée abusive et en totale disproportion avec la situation. Si les

règles de précaution sont nécessaires, elles ne doivent pas servir de couverture à un État répressif pour lui permettre de museler la population. Le droit de manifester dans l'espace public est un droit fondamental, qui ne doit être restreint sous aucun prétexte!

Dans le même temps, le parlement ne prend aucune mesure pour éviter l'apocalypse climatique, au contraire,

Frédéric Favre



et la population doit plus que jamais se voir garantir le droit d'exprimer une opposition.

solidaritéS soutient pleinement les personnes qui ont

subi des attaques policières, et appelle les autorités à réagir pour stopper cette nouvelle forme de répression!

Donna Golaz

SOUTENIR LES ASSOCIATIONS AU FRONT

Une résolution a été déposée par EàG au Grand Conseil genevois pour épauler les associations actives en première ligne auprès des personnes précaires, victimes des effets secondaires du semi-confinement.

Les acteurs-trices de terrain, confronté-e-s depuis longtemps à la grande précarité, alertent systématiquement sur la précarisation grandissante de pans entiers de la population. Ces appels au secours sont restés trop souvent sans écho. Pire, ce silence laissait transparaître une forme de résignation ou d'incurie devant des scènes que l'on croyait résolues de files de « nécessiteux-euses » devant des distributions de nourriture ou aux portes des épiceries sociales, phénomène qui s'amplifie depuis plusieurs années déjà.

Aujourd'hui, plus moyen d'occulter cette affligeante réalité, la pandémie du Covid-19 et la crise économique et sociale qui s'en suit génèrent non seulement une augmentation criante de la préca-

rité dans le canton, mais la fait littéralement exploser à la face de ceux-celles qui pensaient : soit sincèrement qu'elle n'était que résiduelle, soit plus malhonnêtement qu'il suffisait de n'en pas parler pour qu'elle « n'existe pas ».

Face au scandale du dénuement...

Pourtant, travailleurs-euses de l'économie domestiques, employé-e-s précaires sans statut légal, chômeurs-euses en fin de droits, exclu-e-s du monde du marché du travail, requérant-e-s d'asile débouté-e-s, et bien d'autres – en majorité des femmes – tirant déjà le diable par la queue en temps normal, se sont vu-e-s précipité-e-s dans l'extrême pauvreté. Celle qui oblige à faire la queue au vu et au su de

tout-te-s pour recevoir un sac de nourriture de première nécessité.

Face au scandale de l'exposition de la faim, du dénuement, des associations se sont une fois encore mobilisées. L'État a fini par s'engager et trouver des fonds auprès de la Loterie Romande (!) pour financer l'aide alimentaire. En revanche, la question des moyens pour assurer cette prestation, celle du soutien aux associations qui ont assuré cette tâche en sus de leurs autres fonctions ou qui ont vu les demandes d'aides exploser, restent posées.

...réclamer la dignité pour toutes et tous

Aussi, le groupe EàG a déposé une résolution invitant le Conseil d'État à déposer très rapidement des de-

mandes de crédits extraordinaires, au titre de subventions cantonales de fonctionnement, aux associations œuvrant, notamment dans les domaines de l'aide alimentaire, des aides sociales, de la santé, de l'asile ou de la lutte contre les violences sexistes, qui sont engagées dans la prise en charge des besoins sociaux et sanitaires des populations précarisées par la crise économique et sociale.

La résolution n'a pu être traitée en urgence en raison de l'imposante quantité d'objets déposés sur le thème du Covid-19. Cependant, de nombreux soutiens parlementaires se sont déjà annoncés pour soutenir cette résolution.

L'aide alimentaire, si elle est actuellement indispensable, ne peut être qu'une solution à court terme. Ce qui doit être assuré à tous et toutes, ce sont les moyens de subvenir à leurs besoins, d'accéder aux soins, d'obtenir un statut légal, de bénéficier d'une protection en tant que travailleurs-euses. Toutes choses pour lesquelles le groupe EàG se battra résolument.

Jocelyne Haller

DES VÉLOS POUR LUTTER CONTRE LE VIRUS

Pour compenser une offre restreinte des transports publics et désengorger les douanes, le gouvernement genevois a misé temporairement sur la mobilité douce.

Ainsi, nous verrons la création de 10 km de pistes cyclables en plein cœur de la cité. Notre élu Rémy Pagani a quant à lui fait la demande au Conseil municipal de voter un crédit budgétaire pour subventionner l'acquisition ou la réparation de vélos pour les habitant-e-s de la ville.

Il aura donc fallu une crise sanitaire massive pour que le gouvernement entende enfin la voix de la raison. Et accède, du moins temporairement, à la demande de dizaines d'associations et d'une grande partie de la population de réduire l'espace dévolu aux voitures et favoriser la mobilité douce.

UNE SEULE FEMME AU BUREAU DU GRAND CONSEIL!

Lors de la dernière session du Grand Conseil se sont tenues les élections des membres du bureau. EàG sera le seul parti représenté par une femme.

Alors que seules deux femmes sur sept siégeaient au bureau du Grand conseil jusqu'à présent, le PS et le PDC ont remplacé leurs représentantes sortantes par des candidats masculins. Si EàG n'avait pas réagi, le bureau aurait ainsi pu être composé uniquement d'hommes, ce un an à peine après la Grève des femmes! EàG a donc retiré la candidature de Pierre Vanek, qui représentait ce groupe parlementaire depuis deux ans, au profit de Jocelyne Haller, ensuite élue avec 78 voix! Le combat en faveur de l'égalité femmes-hommes doit continuer, alors que le parlement n'est composé que d'un tiers de femmes.



QUAND LA PANDÉMIE RÉVÈLE LES INVISIBLES

Depuis le 16 avril, le collectif Réquisitions solidaires occupe quatre appartements à la rue des Maraîchers à Genève, pour y loger une dizaine de personnes. Le propriétaire, l'Hospice général, a prévu la démolition de l'immeuble dans quelques mois.

Cette occupation est une réponse à la décision inadaptée de la Ville de Genève de regrouper l'ensemble des personnes sans abri dans la caserne des Vernets en pleine crise sanitaire. Cette décision de la Ville a aussi mis fin à l'expérience associative de plusieurs structures souples d'hébergement.

Exigeons des réponses adaptées

Le Canton s'était pourtant engagé à trouver les moyens pour pérenniser les Sleep'in. Face au non-respect de cette promesse, le Collectif d'associations pour l'ur-

gence sociale (dont le CSP et Caritas) a dû fermer ces lieux et licencier une quarantaine de travailleurs-euses sociaux-ales en pleine pandémie.

Comme la marée humaine largement médiatisée qui vient chercher à manger chaque semaine auprès d'organisations caritatives, cette occupation visibilise un autre aspect de la Genève internationale, riche et fière d'elle-même.

Cette crise doit amener des autorités des réponses adaptées tant durant le temps de pandémie qu'au-delà. Solidarités soutient le collectif dans ses négocia-

tions avec l'Hospice général, qui devraient aboutir à l'obtention des baux provisoires pendant le temps qui précède la démolition de l'immeuble. Plus largement, solidarités exige des autorités cantonales et municipales de reprendre des discussions dès maintenant avec l'ensemble des partenaires (Collectif d'associations pour l'urgence sociale, Collectif d'associations pour l'action sociale et communes) afin que les lieux d'hébergement cessent d'être dans une précarité similaire à celle de leurs bénéficiaires.

Aude Martenot

LE CONSEIL MUNICIPAL SOMMÉ D'ANNULER SES SÉANCES

EàG a pris connaissance de la sommation prononcée par le Conseil d'État au Conseil municipal de la Ville de Genève exigeant l'annulation de toutes les séances convoquées entre le 12 et le 28 mai. Des carences dans

les mesures sanitaires sont alléguées, sans que le Conseil d'État précise quels aspects devraient être corrigés. Cette mesure d'autorité apparaît donc disproportionnée et incohérente. Tandis que le gouvernement cantonal a

autorisé la reprise des chantiers sur simple auto-déclaration par le patron du respect des prescriptions sanitaires, le chantier démocratique qu'est l'Assemblée municipale devrait être proscrit? Cette décision arbitraire menace les libertés publiques et les droits démocratiques et EàG a demandé au parlement cantonal de se prononcer contre cette mesure.

LE CONSEIL D'ÉTAT RECULE

Alors que le gouvernement défendait depuis des semaines le maintien des examens écrits de maturité, il y renonce soudainement. Plusieurs éléments expliquent cette décision.

Le 24 avril, le Conseiller d'État Jean-Pierre Siggen annonçait, avec une certaine fermeté, le maintien des examens de maturité dans le canton de Fribourg, une des rares exceptions dans le pays. La quasi-totalité des collégien-ne-s de dernière année, les classes de passerelle DUBS ainsi que des parents d'élèves se sont mobilisés pour demander au Conseil fédéral que l'égalité de traitement soit appliquée et donc de faire annuler les examens, comme l'ont fait la plupart des autres cantons.

Cette mobilisation fribourgeoise a été victorieuse puisque lors de sa conférence de presse du 5 mai, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a annoncé qu'elle renonçait aux examens finaux pour les dernières années gymnasiales. Des examens de rattrapage pour ceux et celles dont les notes actuelles ne permettraient pas d'être promu seront mis en place.

S'il est difficile de dire ce qui a fait reculer Siggen, il est cependant clair que le front uni

étudiant seul n'a pas suffi. C'est aussi le manque de légitimité d'une telle différence de traitement qui a pesé lourd. Il aurait fallu la baser sur une différence de nature entre les élèves de Fribourg et celles-celles des autres cantons, à l'inverse du bon sens. Ou alors dire que le système éducatif fribourgeois est tellement insuffisant qu'il ne peut évaluer les élèves qu'au moyen d'examens, soit avouer un manquement de la part des autorités. Mais il ne serait nullement

justifié que les élèves doivent payer pour ce manquement. C'est notamment ce que la lettre envoyée au Conseil fédéral a souligné.

Il reste néanmoins une catégorie mobilisée qui n'a pas bénéficié de ces annulations: les passerelles DUBS. Ces classes sont majoritairement composées de personnes ayant suivi des apprentissages, souvent issues des classes moyennes et populaires dont le taux d'échec, par une logique hyper-sélective, atteint 70 % dans le canton contre 6 % pour le monde collégien. Cette inégalité ne reste pourtant pas sans critique, puisqu'une mobilisation interrégionale se prépare pour demander que les élèves de cette passerelle ne soient pas traités comme des collégien-ne-s de seconde zone.

Maxence Kolly

Vaud

ENSEMBLE À GAUCHE DEMANDE UNE RÉPONSE SOCIALE CONSÉQUENTE À LA CRISE

Le Parlement vaudois a recommencé à siéger mardi 12 mai. Les élus d'Ensemble à gauche y ont déposé une motion demandant une allocation cantonale extraordinaire pour les salarié-e-s et indépendant-e-s au revenu modeste touché-e-s par la crise du Covid-19.

Cette allocation vise à compléter les indemnités versées par les assurances sociales (chômage, réduction de l'horaire de travail, perte de gain), dans la mesure où ces indemnités ne couvrent que 70 à 80 % du revenu assuré. Le nombre de salarié-e-s touché-e-s par les licenciements est en augmentation rapide: le taux de chômage dans le canton de Vaud est ainsi monté de 3,7 % en février à 4,9 % en avril, et plus du tiers des salarié-e-s subissent une réduction de l'horaire de travail. Afin que l'ensemble des travailleuses et travailleurs puissent bénéficier des assurances sociales, nous demandons également une régularisation collective des personnes sans-papiers, au côté de 33 organisations associatives et politiques vaudoises qui ont rendu public un appel aux autorités le 16 avril dernier.

La proposition d'une allocation cantonale extraordinaire pour le

maintien des revenus est également l'occasion de rappeler un élément crucial: l'État de Vaud réalise chaque année depuis 15 ans des excédents budgétaires et a

amorti l'entier de sa dette. Il a donc les moyens de mener une politique sociale beaucoup plus ambitieuse que celle mise en œuvre jusqu'à présent en réponse

aux conséquences du semi-confinement. À ce jour, l'État cantonal n'a dépensé qu'à peine plus de 200 millions à cette fin, soit un montant équivalent à seulement 2 % de son budget annuel.

Mais face à la majorité de droite du Grand Conseil, bien décidée à maintenir la rigueur budgétaire en dépit des besoins sociaux criants provoqués par la crise, seules des mobilisations collectives hors du parlement pourront provoquer un changement de cap.

Hadrien Buclin

Extinction Rebellion



Action devant le Grand conseil délocalisé à Yverdon-les-Bains contre un retour à «l'anormal», mardi 13 mai 2020.

LE TRAVAIL DOIT S'ÉMANCIPER DU CAPITAL

La pandémie frappe un capitalisme à la dérive. Elle annonce une dépression qui combine crise économique « classique » et crise des rapports entre société et nature. Plus que jamais, le sort de l'humanité dépend des capacités du monde du travail à s'unifier pour rompre avec un système mortifère.

Les médias du monde entier se font l'écho d'un pronostic partagé : la pandémie du Covid-19 va précipiter le monde dans une grande dépression qui ressemblera plus à celle des années 1930 qu'à la longue récession des années 2008-2015. Mais quelle est la véritable signification de cette crise sans précédent qui semble frapper l'humanité comme les dix plaies d'Égypte infligées par Yahvé ?

Pandémie et Grande Dépression

Le 14 avril, le FMI annonçait une contraction du PIB mondial de 3 % en 2020 (de l'ordre de 6 % aux États-Unis, dans la zone euro et en Suisse). Mais si l'on en croit une étude du groupe de prospective Oxford Economics, publiée le 5 mai, il devrait reculer plus fortement, de 3,5 % à 8 %, selon l'évolution de la pandémie dans les prochains mois. Enfin, le 7 mai, la Banque d'Angleterre pronostiquait un effondrement du PIB du Royaume-Uni de 14 %, ce qui signifierait la plus profonde dépression depuis 1706.

En réalité, même si toutes ces données dépendent de scénarii très incertains, elles donnent une idée de la profondeur de l'abîme vers lequel se dirige l'économie capitaliste mondialisée. Sans parler des drames humains qu'elle annonce : doublement du nombre de personnes touchées par la famine au Sud, hausse massive du chômage et de la misère au Nord.

Ce 8 mai, le *New York Times* titrait : « Préparez-vous à plusieurs vagues d'infection ». Il indiquait

qu'il était maintenant clair pour les épidémiologistes que le coronavirus n'allait pas simplement disparaître après la fin des restrictions, mais qu'il resterait parmi nous pendant des mois, et peut-être des années... et qu'il fallait visualiser sa trajectoire comme une série de vagues. Quelques jours auparavant, le 30 avril, il avait consacré un long article très documenté à montrer l'extrême improbabilité de disposer d'un vaccin efficace, produit et distribué à une échelle de masse dans un délai d'un an à un an et demi. Or, la particularité de cette pandémie, c'est qu'elle est globale : lorsqu'elle semblait contenue en Asie en mars, elle a explosé en Europe, et lorsqu'elle semble aujourd'hui contenue en Europe, elle explose en Amérique (États-Unis, Canada, Mexique, Brésil, Équateur et Pérou).

Une crise capitaliste classique ?

La Grande Dépression qui vient résulte-t-elle de la crise sanitaire mondiale que nous traversons et qui a de grandes chances de s'installer dans la durée ? Oui et non. Oui, parce qu'elle a forcé au confinement plus de 2,7 milliards de travailleuses et de travailleurs, soit 80 % de la population active mondiale (chiffre O.I.T.), et que les pays qui ont voulu s'y soustraire ont connu (Royaume-Uni) ou connaissent (Brésil) une flambée terrifiante de l'épidémie.

Au Royaume-Uni, le nombre de mort-e-s a été multiplié par trois au cours de ce dernier mois (20 000

de plus), alors qu'il était multiplié par deux dans le reste de l'Europe. Au Brésil, le nombre de décès a décuplé durant la même période, et les chiffres réels sont sans doute beaucoup plus élevés. La probabilité de plusieurs rebonds de l'épidémie dans les deux ans à venir rend aussi extrêmement aléatoires les pronostics sur toute reprise durable de l'économie.

Pour autant, la Grande Dépression qui vient, même si sa gravité a été sans aucun doute considérablement accrue par l'émergence du Covid-19, reste dans ses fondements une crise capitaliste « classique ». Elle conjugue ainsi la baisse des investissements productifs, dont les rendements sont jugés de plus en plus insuffisants, qui dirige une masse toujours croissante de capitaux vers les marchés financiers et immobiliers spéculatifs, et la contraction des débouchés solvables qui en découle, liée au recul de la demande tant de biens d'équipement que de biens de consommation. Avant même la pandémie, sa maturation a été cependant encore aggravée par trois facteurs : d'abord l'insuffisante purge opérée à l'issue de la longue récession de 2008-2015, qui a maintenu d'importantes surcapacités de production ; ensuite, une envolée de l'endettement public, et surtout privé, dont l'aggravation est devenue de plus en plus menaçante ; enfin, la hausse régulière du cours des matières premières, tributaire de celle de leurs coûts de production et de transport (liée à leur épuisement relatif).



Samedi 9 mai, des manifestations (Bill Gates, les vaccins, etc.). Compl

Qui peut fondamentalement changer la donne ?

La dépression qui s'annonce met en évidence les impasses de plus en plus dévastatrices d'un système économique fondé sur la double exploitation de la force de travail humaine et de la nature. Au plan social, elle place brutalement au centre du vécu de très larges masses le conflit entre le nombre restreint des propriétaires des grands moyens de production, de transport, de distribution et de crédit, et la multitude des travailleuses et des travailleurs, obligé-e-s de vendre leur force de travail, quel qu'en soit le prix, parce qu'ils-elles n'ont pas d'autres moyens d'existence. Sans parler d'une majorité de femmes, astreintes à des activités de reproduction non rétribuées (éducation, soins, tâches domestiques).

Le prolétariat que certain-e-s avaient voulu chasser par la fenêtre revient ainsi hanter les cauchemars de la bourgeoisie par la grande porte, comme double incarnation du dénuement économique et de



nt eu lieu dans toute l'Allemagne (10 000 personnes à Stuttgart) et en Suisse alémanique pour protester contre les mesures sanitaires (et aussi contre l'OMS, artistes et partisan-e-s de l'extrême-droite étaient très représenté-e-s.

la force sociale, pour autant qu'il prenne conscience de son « nombre immense » (Louise Michel).

Il serait dangereux toutefois de sous-estimer les divisions qui traversent le monde du travail, entre le Nord et le Sud, les personnes en emploi et au chômage, stables et précaires, blanches et racisées, nationales et étrangères, jeunes et âgées, etc., mais aussi entre les hommes et les femmes dans chacune de ces catégories. Il convient aussi de ne pas oublier les activités de reproduction et leur partage inégal entre les sexes pour saisir les tensions qui minent au quotidien l'unité du prolétariat.

Or, c'est précisément sur ces lignes de fracture, qu'elles s'efforcent d'ériger en lignes de front, que poussent les idéologies les plus réactionnaires parmi les couches populaires. D'inspiration impérialiste, raciste, sexiste, elles nourrissent une pépinière de « nouvelles » forces d'extrême droite, toujours candidates à se porter à la tête de mouvements de masse. C'est pourquoi la lutte contre les

inégalités et les différentes formes d'oppression au sein du monde du travail doit être au cœur de la stratégie des anticapitalistes.

Triompher de l'armée des mort-e-s

Le coronavirus joue le rôle de l'armée des mort-e-s dans la série *Game of Thrones*, lorsque celle-ci franchit le mur de glace qui protège les vivants en tirant parti de la folie de leurs leaders et de l'effondrement de leurs solidarités, au nom d'une quête sans trêve du pouvoir et du profit. Il incarne cette nature, évoquée par Friedrich Engels (1883), qui se venge à chaque fois de « nos victoires » sur elle, dès lors qu'on en ignore ses lois.

Ainsi, les grandes pandémies ont ponctué l'histoire depuis le néolithique, à chaque fois qu'un bond en avant de la production et/ou du commerce bouleversait le métabolisme séculaire entre l'espèce humaine et la nature, précipitant des phases de déséquilibre entre germes microbiens et sociétés: au 4^e millénaire avant notre ère, aux

premiers temps de l'urbanisation, à la fin de l'Empire Romain, au début de la grande dépression médiévale, après la révolution commerciale du 16^e siècle, au lendemain de la révolution industrielle, etc.

En réponse à l'exploitation et à l'épuisement de la nature, unique source de richesse avec le travail, les micro-organismes semblent aujourd'hui avoir engagé une course folle avec les gaz à effet de serre pour savoir lesquels des deux mineraient le plus sérieusement la fuite en avant du capital vers une croissance économique sans fin ni finalité.

La Grève du climat a marqué la prise de conscience des impasses du productivisme par une nouvelle génération. Le Covid-19 vient aujourd'hui frapper à la même porte par surprise. Pour autant, ni les émissions carbone ni le coronavirus ne sont en tant que tels des agents potentiels d'une révolution sociale. S'ils illustrent de façon limpide la contradiction croissante entre le mode de production capitaliste et un environnement favo-

nable à la vie humaine, il appartient à l'écrasante majorité de l'humanité qui en subit les conséquences de mettre un terme à ce gâchis.

La gauche anticapitaliste doit prendre conscience que nous vivons un tournant d'époque. Comme l'un des porte-paroles des « marxistes humanistes » états-uniens, Kevin Anderson, l'écrivait récemment, nous devons absolument tirer les enseignements de la pandémie en cours qui, à la façon d'une guerre mondiale, s'apprête à tuer des millions de personnes. La sidération qu'elle suscite doit nous amener au contraire à mettre à jour notre vision stratégique de l'avenir en revenant aux sources de la philosophie de la praxis de Marx. En effet, l'auto-émancipation du monde du travail (qui comprend le travail non rémunéré de reproduction), parce qu'elle est l'unique source de la richesse, avec la nature, peut seule permettre de coaliser l'écrasante majorité de l'humanité pour se réconcilier avec elle-même et avec son environnement.

Jean Batou

NE BAISSONS PAS LA GARDE

La crise du Covid-19 entraîne déjà des violations des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles dans le monde entier.

Les conséquences dramatiques des politiques néo-libérales ayant creusé les inégalités, y compris dans l'accès aux soins, et ayant affaibli ou démolé les systèmes de santé publics, couplées à une montée des populismes, fondamentalismes religieux, et courants conservateurs, interagissent dans un contexte de crise. Ces forces conservatrices instrumentalisent la crise du Covid-19 afin de mieux contrer les droits des femmes et des filles à l'autonomie corporelle et à la santé sexuelle et reproductive.

Cette instrumentalisation s'est traduite par des projets de lois et des pratiques sanitaires visant à supprimer l'avortement ou l'accès à la contraception, y compris la contraception d'urgence, des listes de soins essentiels de santé. Les mesures de confinement en application de par le monde ont également un impact disproportionné sur les femmes. Elles se retrouvent principales responsables du travail de reproduction sociale au sein

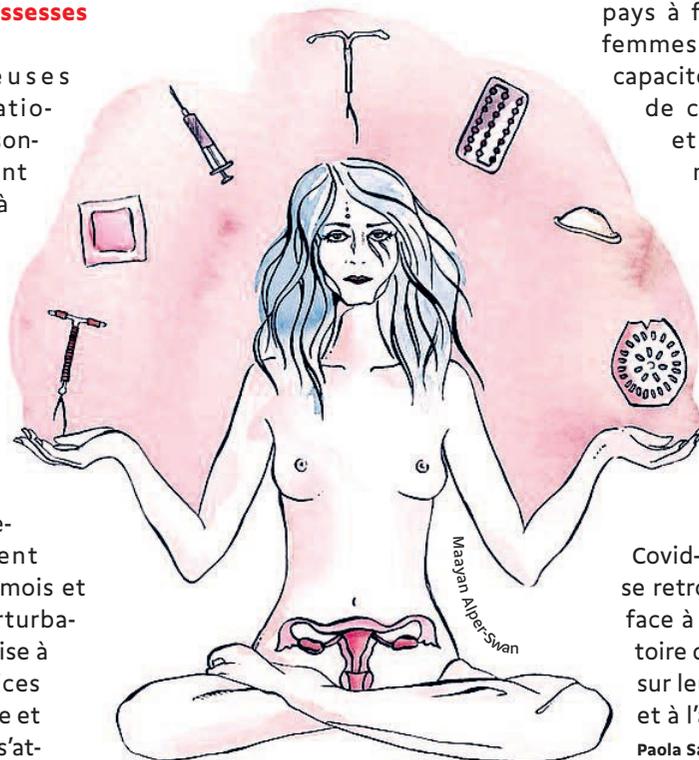
mais également à l'extérieur de la sphère domestique. Elles font face à des niveaux plus élevés de violences sexuelles et de genre.

7 millions de grossesses non désirées

De nombreux·euses expert·e·s internationaux·ales tirent la sonnette d'alarme quant à la protection et à la réalisation des droits sexuels et reproductifs dans un contexte de pandémie. Selon un rapport récent du Fonds des Nations Unies pour la Population, si les mesures de confinement se poursuivent encore pendant six mois et qu'il existe des perturbations majeures de mise à disposition de services de santé reproductive et sexuelle, l'on pourra s'at-

tendre à 7 millions de grossesses non désirées additionnelles.

Ces perturbations seraient dues au personnel clinique occupé par la pandémie et débordé en raison du



manque de moyens. Dans de nombreux endroits, les établissements de santé ferment ou limitent les services; les femmes s'abstiennent de s'y rendre en raison de craintes d'exposition au Covid-19 ou de restrictions de mouvement; les perturbations d'approvisionnement limitent la disponibilité des contraceptifs et des ruptures de stock de certaines méthodes contraceptives sont attendues au cours des 6 prochains mois dans plus d'une douzaine de pays à faible revenu. Ainsi, les femmes peuvent être dans l'incapacité d'utiliser leur méthode de contraception préférée, et se tourneront vers une méthode moins efficace, ou encore cesseront complètement l'utilisation de la contraception.

Il est primordial de continuer de faire du droit à l'autonomie corporelle et des droits sexuels et reproductifs une priorité absolue en période de Covid-19, sans quoi les femmes se retrouveront une fois de plus face à une situation discriminatoire qui aurait un impact direct sur leur droit à la santé, à la vie et à l'autonomie.

Paola Salwan Daher

CONFINEMENT SANS FIN DES TRAVAILLEURS·EUSES DU SEXE

Alors que la plupart des secteurs entament leur déconfinement, le travail du sexe continue d'être mis à l'arrêt forcé. Le signe de politiques de discrimination et de stigmatisation envers les travailleurs·euses du sexe.

Le 11 mai dernier, nous sommes entré·e·s dans la phase 2 du déconfinement. Une majorité de la population a repris le chemin du travail, les écoles obligatoires ainsi que les restaurants et les commerces ont réouvert leurs portes. Le Conseil fédéral semble estimer que la vie peut reprendre son cours pour ainsi dire normal, moyennant quelques mesures de protection supplémentaires.

Pourtant, une catégorie entière de travailleurs·euses s'est vue imposer une prolongation d'arrêt de plusieurs mois. Il s'agit des personnes exerçant dans

le domaine du travail du sexe (TDS), qui couvre la prostitution de rue, les services d'escort et les activités dans des salons érotiques. Pour elles et eux, l'interdiction d'exercer court jusqu'au 31 août au moins. Seuls les grands rassemblements de plus de 1000 personnes ont reçu une interdiction similaire.

Une clandestinité de tous les dangers

À travers cette mesure, le Conseil fédéral contribue à renforcer l'idée selon laquelle le travail du sexe serait par essence moins sûr et moins hygiénique – pour les

client·e·s – que d'autres services à la personne. Il laisse entendre que les personnes qui exercent cette activité sont des facteurs de risque pour la propagation d'un virus. En réalité, si l'on peut trouver des solutions pour garantir le respect des mesures sanitaires dans des salons de massages ou des cabinets d'ostéopathie, on peut aussi le faire pour les salons érotiques.

Les TDS vivent généralement des situations de précarité économique, que la crise du Covid-19 a empirées, les laissant du jour au lendemain sans source de revenu ni possibilité de

bénéficier des aides d'urgence. Sans possibilité de reprendre leur activité avant des mois, ils et elles ne pourront plus payer leurs factures ou leur loyer, ni même s'acheter à manger. Certain·e·s d'entre elles et eux vont être poussé·e·s dans l'illégalité et la clandestinité, dans des conditions sanitaires déplorables, qui en plus de mettre leur vie et leur santé en danger, sont favorables à la propagation du virus.

Des voix se sont déjà élevées contre cette décision et exigent du Conseil fédéral qu'il revienne sur sa décision. Une pétition en ligne a récolté près de 800 signatures en quelques jours. La crise sociale, sanitaire et politique en cours ne doit pas peser sur le dos des plus précaires ! Les travailleurs·euses du sexe ont droit à la reconnaissance et à une vie digne, sans mesures stigmatisantes et précarisantes.

Noémie Rentsch

LA DETTE, INSTRUMENT DE L'ORDRE NÉOLIBÉRAL ET IMPÉRIALISTE

Emmanuel Macron déclarait dans son allocution du 13 avril 2020 vouloir l'« annulation massive des dettes » des pays africains pour les aider à lutter contre le coronavirus et à surmonter la crise économique.

Paroles, paroles...

À la suite de cette déclaration, les États créanciers membres du G20 et du Club de Paris (groupe d'États créanciers créé en 1956, spécialisés dans la normalisation des défauts de paiement des pays « en voie de développement »), dont la Suisse fait partie, ont seulement annoncé une suspension provisoire du remboursement des dettes bilatérales pour 73 pays classés parmi les « plus pauvres ». Celle-ci est d'environ 14 milliards de dollars. La somme pourrait éventuellement s'élever à 40 milliards si tous les créanciers multilatéraux (dont la Banque mondiale) et privés s'y ralliaient.

Ce moratoire a débuté le 1^{er} mai et ne concerne que les montants dus pour les huit derniers mois de l'année 2020. Le remboursement des sommes dues pour 2020 restera échelonné sur trois ans (de 2022 à 2024) et s'additionnera aux autres paiements déjà prévus sur cette période. De plus, les remboursements prévus pour l'année 2021 ne sont pas suspendus.

Ce moratoire est donc très réduit puisqu'il ne couvre que 3% des paiements prévus en 2020 au titre du service de la dette des « pays en développement ». Le seul service de la dette des États africains en 2020 était estimé à 44 milliards de dollars.

De son côté, le FMI n'a pas suspendu le remboursement de ses créances, mais a simplement annoncé le 13 avril l'annulation des remboursements des dettes qui lui sont dues de mai à décembre 2020 pour les 25 pays les plus pauvres, équivalent à 215 millions de dollars, soit 1% des paiements prévus par les pays « pauvres » en 2020. En réalité, le FMI sera remboursé via le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, qui

est alimenté par différents États donateurs. Les dons versés sur ce fonds ne permettront pas aux pays pauvres de faire face à la situation sanitaire mais serviront à rembourser en priorité le FMI.

De manière plus générale, le FMI et la Banque mondiale maintiennent l'obligation d'intensifier les politiques d'austérité et de libéraliser l'économie comme conditions à tout nouveau prêt et à toute mesure de report ou allègement de la dette.

De leur côté, les créanciers privés, y compris les banques commerciales, n'ont pris aucune mesure pour suspendre les dettes de pays de la périphérie tout en continuant d'emprunter à la Banque centrale européenne (BCE) à des taux d'intérêts négatifs. La dette des pays de la périphérie à l'égard du secteur privé a considérablement augmenté depuis la crise de 2008. Les

taux d'intérêt associés à ces dettes sont largement supérieurs à ceux proposés par les prêteurs publics et les durées de remboursement beaucoup plus courtes.

La dette au service des classes dominantes

La dette totale (publique et privée, intérieure et extérieure) des pays « en développement » a augmenté de manière massive en ces dix dernières années, passant de 120% à 191% du PIB. Cette dette, qui a atteint en 2019 son plus haut niveau historique, empêche ces pays de satisfaire aux besoins fondamentaux de leurs populations.

La dette a constitué au cours des âges et jusqu'à ce jour l'un des principaux instruments de domination, d'exploitation et de pillage des pays en voie de développement et pauvres par les pays industrialisés – États-Unis et Union

européenne en particulier – et les organismes financiers mondiaux. Les pays de la périphérie ont été les premiers à souffrir des politiques néolibérales et d'ajustement structurel résultant de la dette, qui les ont plongés dans davantage de pauvreté, tandis que leurs créanciers rendaient impossibles l'émancipation, le développement et l'indépendance de leurs sociétés. La crise permanente des services de santé est d'ailleurs l'un de ces résultats.

Dans tous ces cas, on peut parler de dette odieuse, du fait de l'absence de consentement des populations des États débiteurs, de l'absence de bénéfices pour les peuples concernés, et de la connaissance de ces éléments par les créanciers.

Dans ces pays, la dette a servi et continue à servir d'outil de soumission politique et de mécanisme de transfert de revenus du travail au capital local et, surtout, mondial. Dans ce cadre nous devons revendiquer l'annulation des dettes, qui ne doivent pas être limitées aux pays les plus pauvres et doivent s'appliquer à tous les créanciers publics et privés. Des appels dans ce sens ont été fait par Secrétaire général de l'ONU, la CNUCED ou encore 205 organisations de la société civile dans un appel international pour un jubilé de la dette.

Dire non à la dette, c'est se positionner clairement pour un changement radical et contre la soumission aux classes dominantes.

Joseph Daher

IMF / Joshua Roberts



Téléconférence de presse du FMI, 16 avril 2020

LA CONTESTATION POPULAIRE EST DE RETOUR

La pandémie du Covid-19 n'aura constitué qu'une trêve momentanée dans les mouvements de protestation populaire pour la liberté et la justice sociale dans la région.



Manifestation à Beyrouth, 29 avril 2020

La pandémie ont approfondi les problèmes socio-économiques de la région, tandis que les régimes ont souvent profité des mesures de confinement pour renforcer la répression contre les activistes.

Liban: «Thawra 2»

Avant même la fin officielle du confinement au Liban mi-avril, les premières manifestations ont repris après plus d'un mois d'arrêt. Les protestataires à travers le pays ont relancé les slogans de la contestation née le 17 octobre dernier, en dénonçant le système confessionnel et néolibéral libanais. À la fin avril, l'armée a abattu un jeune manifestant dans la ville de Tripoli au nord du pays. Dans cette région, la plus pauvre du pays, cela a provoqué une explosion de colère populaire contre les forces de l'ordre. La répression

n'a cessé de s'amplifier. Des centaines de manifestant-e-s ont été arrêté-e-s. Des accusations de torture ont également été lancées à plusieurs reprises contre certains services de sécurité.

Les revendications portant sur les questions socio-économiques sont d'autant plus mises en avant que le pays traverse la pire crise économique depuis la fin de la guerre civile il y a plus de 30 ans. Depuis la mi-mars, il y a une baisse vertigineuse du pouvoir d'achat, en raison notamment de la chute de la valeur de la monnaie nationale de plus de 150% (passant de 1500 à 4000 livres libanaises pour 1\$), de l'inflation et de la hausse alarmante du chômage qui aurait dépassé les 50%.

La proportion des Libanais-es vivant sous le seuil de pauvreté allait probablement dépasser les 50% en 2020, un chiffre évalué à 30% avant la crise du Covid-19. En

même temps, l'État a dû annuler un programme de distribution d'aides promises à grande échelle en raison d'erreurs grossières relevant de l'incompétence et du clientélisme politique dans l'établissement des listes des bénéficiaires.

De nombreuses banques ont été la cible des manifestant-e-s, qui ont saccagé plusieurs établissements et agences dans différentes régions du pays. La colère n'a cessé d'augmenter contre le « pouvoir des banques » associées aux élites politiques néolibérales et confessionnelles qui ont joué un rôle fondamental dans la politique économique du pays, accumulant des profits monumentaux ces dernières décennies, et durant la crise actuelle.

De son côté, le gouvernement libanais avance sur un programme de « réformes » en liaison avec les demandes du FMI et d'autres institutions financières interna-

tionales pour obtenir un prêt de plusieurs milliards de dollars. Ces « réformes » incluent des politiques de privatisation et d'austérité qui toucheront durement les classes populaires du pays.

En Irak, retour dans la rue

En Irak, le mouvement de protestation connaît également un nouveau souffle à mesure que le déconfinement avance. Le 10 mai a marqué le retour de manifestations massives à Bagdad et dans le sud du pays, alors que des mesures d'austérité sont déjà annoncées.

La suspension des manifestations n'avait pas signifié l'arrêt des activités militantes. Les contestataires ont organisé notamment des initiatives de prévention sanitaire et mis en œuvre des collectes de fonds et de denrées de première nécessité pour les plus touché-e-s par les conséquences économiques de la crise pétrolière et d'un confinement qui les prive de leurs revenus journaliers. L'économie du pays dépend en grande partie des ventes d'hydrocarbures qui représentent 99% des exportations et 93% des recettes du pays.

Selon la Banque mondiale, 2020 s'annonce comme la pire année pour l'Irak depuis l'invasion et l'occupation états-unienne de 2003. Le PIB s'est contracté de 9,7%, le taux de pauvreté s'élève à 20% et pourrait même doubler au cours des mois à venir.

Les manifestations doivent également faire face à la violence continue des milices fondamentalistes islamiques chiïtes qui poursuivent leurs attaques meurtrières contre les manifestant-e-s. Depuis le déclenchement du soulèvement populaire en Irak en octobre, il y a eu près de 670 personnes tuées et plus de 24 400 blessées.

Pas d'alternative à la résistance

La pandémie avait permis aux États de la région d'imposer des mesures de confinement, non pour des raisons sanitaires ou par volonté de protéger la santé des classes populaires, mais pour mettre fin aux mouvements de contestation. Cela n'aura constitué qu'une parenthèse, les manifestations et actions de résistance populaire sont de retour et réitèrent leurs demandes de changements radicaux face à une aggravation des problèmes socio-économiques et au renforcement des politiques autoritaires.

Joseph Daher

CUBA LUTTE

Tandis que l'île se mobilise contre le Covid-19, elle affronte un blocus renforcé et ses effets extraterritoriaux. Cette conjugaison d'obstacles entraîne la recherches d'alternatives.

La question n'est pas ici d'encenser ou au contraire de démolir le régime cubain; ces quelques lignes ne suffiraient pas à embrasser la complexité socio-politique du «*premier territoire libre d'Amérique latine*». À l'aune de l'actualité, on s'attachera plutôt à présenter les faits sur trois plans: le rôle joué par Cuba à l'international, l'extraterritorialité renforcée du blocus ainsi que la particularité du système de santé cubain et les défis rencontrés à l'interne en temps de Covid-19.

Cuba, puissance médicale

Actuellement, plus de 25 000 médecins en provenance de l'île luttent contre le Covid-19 dans plus de trente pays. Si l'aide médicale en faveur des pays défavorisés relève d'une tradition depuis le triomphe de la révolution cubaine en 1959, un tournant s'est amorcé avec la pandémie. En effet, des pays «développés» tels que l'Italie, mais aussi l'Espagne et la France ont eux aussi sollicité à Cuba l'envoi de médecins pour affronter la crise sanitaire. Ces appels mettent en lumière, si besoin était, deux aspects importants: d'une part, le résultat désastreux de plusieurs décennies de coupes budgétaires dans le secteur public hospitalier européen exigées par l'UE et, d'autre part, l'incapacité de cette dernière à réagir rapidement pour venir en aide à ses pays membres les plus touchés.

Certes, il y a dans cette action internationaliste un aspect symbolique et concret qu'on ne peut nier, mais qui a occupé tout entiers certains médias européens. On imagine bien sûr la claire fierté que doit ressentir – à raison – la plus grande île des Antilles face à cet appel à l'aide de pays «capitalistes». Et on sait, car le gouvernement cubain ne s'en cache pas, que ces derniers ont payé ces pres-

tations de services. La politique cubaine a toujours été claire à ce niveau: ceux qui peuvent payer payent, contribuant ainsi à alimenter le système de santé cubain mais aussi les missions internationales en faveur de pays qui, eux, sont dans l'incapacité de payer.

Blocus extraterritorial criminel

Plutôt que de se focaliser sur ces questions somme toute assez mesquines, les médias occidentaux feraient mieux de dénoncer l'extraterritorialité du blocus contre Cuba, largement renforcé par le gouvernement Trump.

Huit organisations ont récemment dénoncé que des entreprises suisses qui commerciaient

jusqu'alors avec Cuba avaient refusé de vendre à l'île des respirateurs artificiels. Elles déplorent également que des banques suisses aient refusé des transferts de dons de leurs client-e-s à l'échelle locale, simplement à cause de la mention du nom *Cuba* dans la transaction. Ces dons devaient servir à soutenir le projet d'urgence de récolte de fonds #CubavsCovid19, pour livrer des réactifs de test et équipements de protection. La souveraineté helvétique semble donc une fois de plus bien mise à mal face à la dépendance de notre économie nationale au dollar US et, par conséquent, aux instructions de Washington. La Suisse, officiellement opposée à l'embargo, doit cesser d'être complice dans les faits de cette politique criminelle contre Cuba et son peuple.

Robinet touristique verrouillé

À l'interne, la pandémie semble sous contrôle. Il faut dire que l'État cubain consacre 28% de son budget à un système de soin universel, gratuit et largement distribué grâce à la présence dans chaque quartier d'un cabinet communautaire. On compte ainsi 82 médecins pour 10 000 habitant-e-s (contre 43 en Suisse, 32 en France, 26 aux USA). Avec des mesures volonta-

ristes contre le Covid-19 et la fermeture des frontières, le pays affiche des chiffres encourageants (1766 cas, 77 mort-e-s), même si l'approvisionnement est (re)devenu compliqué, surtout en ville. Dans un pays qui importe 80% de sa consommation et dont l'une des sources principales de revenus est le tourisme, il y a comme un relent de «période spéciale» (crise économique dans les années 90 suite à la chute de l'URSS).

Mais justement, Cuba possède une expérience de résistance hors du commun face au «collapse» ou «fait historique total» que représente le Covid-19. Le gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur à la production alimentaire nationale, de manière autonome pour chaque province étant donné que les transports interprovinciaux sont suspendus. Si ces consignes de diminuer les importations et d'aller vers davantage de décentralisation ne sont pas neuves, elles deviennent vitales à l'aune du verrouillage du robinet touristique soudain.

À l'heure où la Russie et la Chine offrent leur soutien à l'île, on ne peut qu'espérer que Cuba réussira à se défaire le plus possible des chaînes de dépendance et à aller vers davantage d'autogestion.

Laura Hunter



Médecins cubains lors de leur arrivée en Afrique du Sud, 27 avril 2020



À voir **Le temps des ouvriers**

UNE HISTOIRE PAR EN BAS

Un documentaire en quatre volets, diffusé sur Arte et disponible en ligne, revient sur l'histoire de la classe ouvrière depuis sa formation au 18^e siècle jusqu'aujourd'hui. À voir et à débattre.

Le réalisateur Stan Neumann nous propose de réfléchir au temps à travers un film documentaire en 4 épisodes d'une heure chacun. Le temps peut prendre la forme du *temps de travail*, mesuré précisément, surveillé méticuleusement par les patrons. Si ces derniers s'en préoccupent autant, c'est parce que sa bonne gestion est le cœur de l'exploitation capitaliste. L'extension maximale du temps de travail des ouvriers-ères, au détriment des temps de pause et du

temps hors travail, assure la plus-value. Mais le temps est aussi celui de l'histoire, de la politique et des luttes ouvrières.

Les origines de la classe ouvrière

La mobilisation d'archives, d'entretiens avec des historien-ne-s et philosophes, d'une équipe scientifique en soutien à la réalisation, et de témoignages contemporains d'ouvrières et ouvriers permet d'en apprendre plus sur le monde ouvrier

et son histoire. Le tout est narré par la voix posée de Bernard Lavilliers. Le propos est en outre soutenu par des animations dynamisant la narration et une bande sonore émouvante constituée de chants célébrant les luttes ouvrières.

La formation du prolétariat moderne prend notamment racine dans l'exode des paysan-ne-s écossais-es vers les villes suite à la privatisation des terres en commun, épisode dit des « enclosures ». La dépossession des savoir-faire des

artisan-e-s par l'appareil productif industriel grandissant complète le phénomène. La violence nécessaire à la formation de la classe ouvrière et les nouvelles conditions de travail déplorables touchent particulièrement les femmes et les enfants et poussent cette jeune classe à la révolte et l'organisation.

Des luddites à Solidarność

Dans un panorama qui va des premières révoltes ouvrières des luddites en Angleterre à la Commune de Paris, de la révolution russe à la lutte menée par le syndicat polonais Solidarność en passant par les « années 68 », l'analyse démontre le rôle essentiel de la classe ouvrière dans l'histoire.

Le défi filmique, traitant une si longue période et à l'échelle de l'Europe, génère des faiblesses. L'on peut relever les oppositions réductrices entre le marxisme et l'anarchisme. De plus, le 4^e épisode, intitulé « Le temps de la destruction », est défaitiste et quelque peu maladroit. Sa conclusion laisse penser que la classe ouvrière aurait disparu et ne serait plus qu'un mythe.

Les nombreuses défaites du 20^e siècle et bientôt quarante ans de néolibéralisme sont source de contradictions, de divisions et de pertes de repères pour la classe ouvrière, mais celle-ci n'a pas disparu pour autant. Avec ses limites, cette série est à voir, à débattre et permet une introduction pédagogique à l'histoire de la classe ouvrière en Europe.

Julien Nagel

→ arte.tv

À lire **Histoire**

LE FASCISME AU PORTUGAL

L'art de durer : le fascisme au Portugal revient sur la méconnue dictature salazariste. Ce régime, construit autour de la figure centrale de Salazar, a dirigé le Portugal de 1933 à 1974. Extrait d'un entretien avec son auteur.

Il y a vingt ans, il était rare d'entendre quelqu'un dire en public que Salazar n'était pas fasciste. Que s'est-il passé depuis ? Au niveau européen et nord-américain, l'histoire a connu une évolution tendant à penser que, finalement, le seul véritable fascisme était italien ou, alors, dans un cas extrême le nazisme. De ce point de vue, l'État nouveau salazariste était une sorte de « dictature douce », guidé par un « profes-

seur d'université », un régime « blanchi », adouci. Ces interprétations renvoient au contexte de la Guerre froide, dans lequel l'Allemagne nazie et l'Union soviétique furent mises dans le sac des « régimes totalitaires ». En dehors de ces régimes, il y avait des « dictatures anticommunistes » qu'il était avantageux de placer dans le camp de l'anticommunisme. De là proviennent une certaine déculpabilisation

et, au fond, un blanchiment du régime salazariste. [...]

Aucun régime fasciste n'a jamais pris le pouvoir par sa seule force. Il y a tout un système d'alliance entre le mouvement fasciste et des secteurs des droites conservatrices, qui se « fascisent » dans le contexte des années 1920-1930. Ces classes dominantes voient dans les expériences fascistes une manière de répondre à la crise économique et sociale qui

balaie une bonne partie de l'Europe. C'est de cette union que surgissent les régimes fascistes. Le régime salazariste constitue une modalité de cette alliance, avec toutefois un poids de la droite conservatrice bien plus important que dans d'autres expériences.

Extraits d'un entretien accordé à la Radio Afa. Synthèse par notre rédaction. Texte intégral sur editions sociales.fr



Fernando Rosas, *L'art de durer : le fascisme au Portugal*, Les Éditions sociales, 2020. Vétéran de la gauche révolutionnaire au Portugal, co-fondateur du Bloc de Esquerda, Fernando Rosas a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire de la dictature salazariste.

ÉCHOS D'UN 1^{er} MAI EN VOIE DE DÉCONFINEMENT

Au vu des restrictions décidées par le Conseil fédéral, la Suisse a connu un 1er mai plutôt discret. Diverses mobilisations ont tout de même eu lieu dans différentes villes. Tour d'horizon.



GENÈVE Pour célébrer la fête du travail malgré les mesures de semi-confinement, les syndicats ont organisé pour la presse un parcours pour faire entendre des témoignages de travailleurs et travailleuses frappé-e-s par la pandémie. Le parcours a débuté devant l'Hôpital, s'est poursuivi à la zone piétonne du Mont-Blanc où une employée domestique licenciée au début de la crise

a été entendue, a rejoint les quais avant de s'achever sur l'île Rousseau, où des discours ont été tenus. En arrière-plan des orateurs-trices, accrochées sur le pont du Mont-Blanc, flottaient des banderoles des partis de gauche, des collectifs pour la Grève féministe et de la Grève du climat ou encore des représentant-e-s des stagiaires des organisations internationales. **AM**

ZURICH La ville a été décorée avec des bannières et des peintures murales s'opposant aux mesures d'austérité, aux coupes sociales et à la précarité. Tandis qu'une quinzaine d'employé-e-s du service public s'étaient réuni-e-s par groupe de cinq devant l'Hôtel de Ville à midi pour exiger de meilleures conditions de travail, notamment pour

les puériculteurs-trices et les soignant-e-s, la police zurichoise a immédiatement dispersé ce rassemblement par la force, procédant à des contrôles d'identité des manifestant-e-s et même de passant-e-s aux alentours. Des personnes ont été arrêtées pour avoir collé une affiche avec du ruban adhésif.

Tiré du site de BFS



LAUSANNE Dans la capitale vaudoise, la mobilisation s'est déroulée aux balcons à l'appel des centrales syndicales, mais aussi dans la rue, anticipant la dynamique développée par la suite par les partisans de l'Appel du 4 mai. Des militant-e-s de solidarité-s et d'ailleurs ont défilé dans le centre-ville par groupe de trois ou quatre, à pied, à vélo ou en voiture. Sur les pancartes étaient mis en avant le refus de faire payer la crise aux travailleuses et l'exigence de protéger l'intégralité des salaires et de revaloriser les revenus des professions en première ligne de la crise, très féminisées. Des revendications en matière de droit de grève et d'interdiction des licenciements étaient également visibles, de même que des appels au renfor-

cement des moyens alloués aux systèmes sanitaires publics.

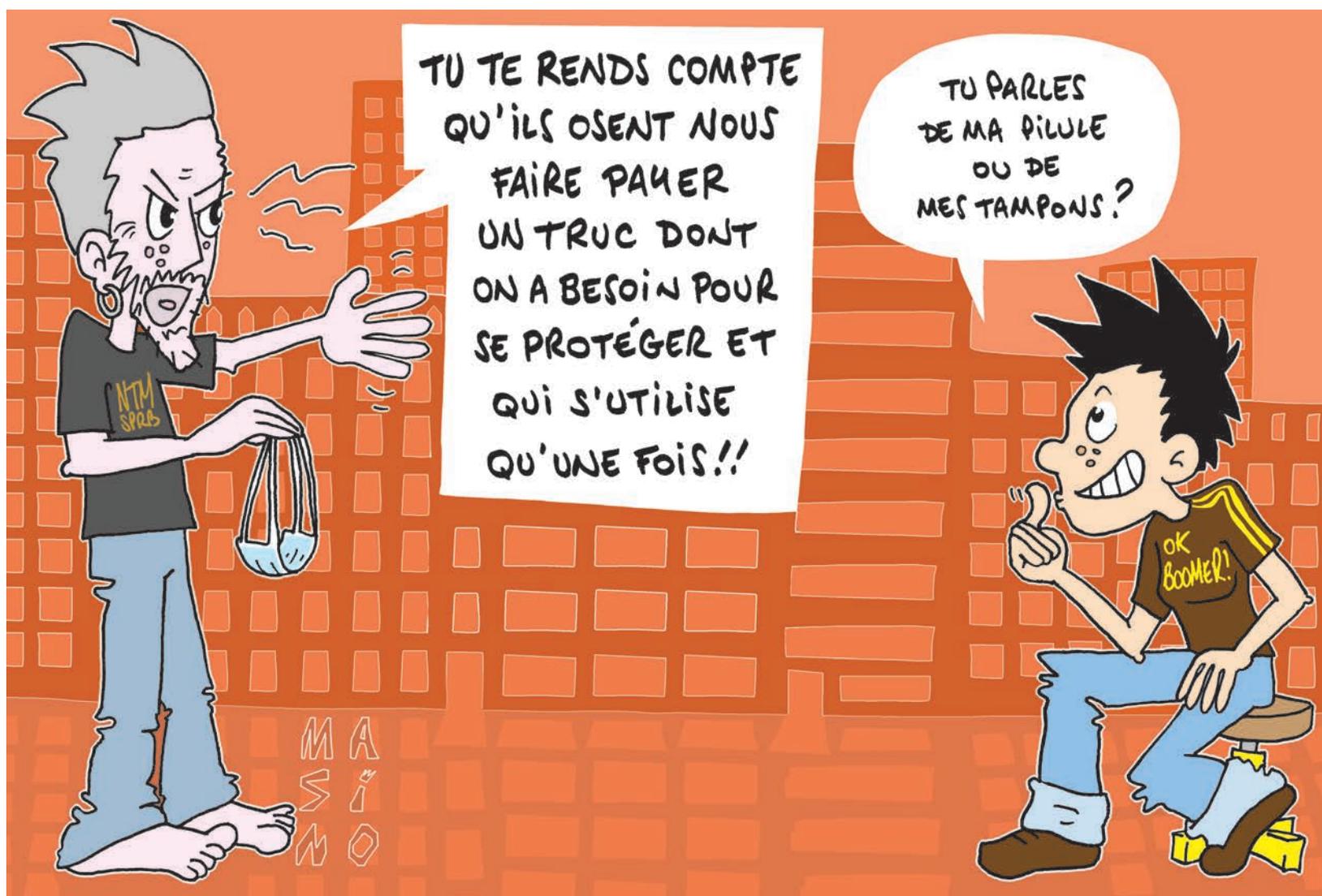
Si l'accueil des passant-e-s a été positif, on ne peut pas en dire autant des forces de police lausannoises qui se sont empressées de bloquer ces actions, provoquant des rapprochements inutiles et dangereux sur le plan sanitaire. Sans aucun mandat, les agents ont menacé d'investir le local de solidarité-s pour y saisir le matériel d'amplifications sonore. Cette réaction disproportionnée marque une volonté de contraindre toute forme de contestation sociale dans la période actuelle. Elle souligne l'importance de poursuivre la réappropriation de l'espace public pour défendre nos droits ainsi que nos revendications écosocialistes, féministes et solidaires dans une période propice aux dérives anti-sociales et autoritaires. **PC**



BÂLE En dépit de l'interdiction cantonale, une manifestation militante réunissant plusieurs centaines de personnes a eu lieu dans le respect des précautions sanitaires. Les manifestant-e-s, la plupart masqué-e-s, marchaient à distance les un-e-s des autres.

La police n'est pas intervenue durant le trajet mais a procédé à des interpellations en fin de parcours, verbalisant 45 personnes d'une amende de 150 francs pour rassemblement supérieur à 5 personnes. Une incarcération aurait également eu lieu.

Tiré du site de BFS et Alterpresse 68.info



solidarités

368
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Pas d'avenir sans transition vers l'écosocialisme
- 3 Session extraordinaire, *business as usual*
- 4 Un patronat conscient de ses intérêts
L'armée suisse parviendra-t-elle à vaincre le Covid-19?
- 5 Pas de répression supplémentaire sous couvert d'urgence sanitaire
Soutenir les associations au front
- 6 Quand la pandémie révèle les invisibles
Brèves
- 7 Le Conseil d'État fribourgeois recule
Ensemble à gauche Vaud demande une réponse sociale conséquente à la crise
- 8 Face à la crise, le travail doit s'émanciper du capital
- 10 Droits et santé sexuels et reproductifs: ne baissons pas la garde
Confinement sans fin des travailleurs-euses du sexe
- 11 La dette, instrument de l'ordre néolibéral et impérialiste
- 12 Moyen-Orient et Afrique du Nord: la contestation populaire est de retour
- 13 Cuba lutte
- 14 *Le temps des ouvriers*: une histoire par en bas
Le fascisme au Portugal
- 15 Échos d'un 1^{er} Mai en voie de déconfinement

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- | | | |
|--|-----|----------|
| <input type="checkbox"/> Annuel | fr. | 80 |
| <input type="checkbox"/> Étudiant-e-s, AVS, AI | | |
| Chômeurs-euses | | 40 |
| <input type="checkbox"/> Soutien | | 150 |
| <input type="checkbox"/> 3 mois à l'essai | | gratuit! |

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40